

Unité départementale de l'Isère

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société SOITEC
à BERNIN**

Références : 2023-Is037T3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 mai 2023 dans l'établissement SOITEC à BERNIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre de l'action régionale portant sur les plans d'opération interne (POI). Une attention particulière a été portée aux nouvelles exigences introduites par l'arrêté ministériel du 21 mai 2014 modifié en dernier lieu le 24 septembre 2020 et par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Elle a également permis d'examiner les suites données à la dernière inspection en date du 19 mai 2022 et de vérifier la remise de l'étude séisme prévue par l'article 12 de l'AM du 4 octobre 2010.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT : SOITEC
- Adresse : route des Franques, parc technologique des Fontaines, BERNIN
- Code AIOT dans GUN : 104-00094
- Régime : A
- Statut Seveso : SB

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après.

Point de contrôle n°2 (entretien des moyens d'intervention) : demande d'action corrective sous 1 mois.

Point de contrôle n°3 (présence d'un plan d'opération interne) : observation.

Point de contrôle n°6 (contenu du POI) : observation.

Point de contrôle n°8 (cohérence POI-EDD) : demande d'action corrective sous 3 mois.

Point de contrôle n°10 (étude séisme) : demande d'action corrective sous 8 jours.

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : aire de chargement/déchargement

Référence réglementaire : AP DDPP-DREAL-UD38 2021-07-06 du 9 juillet 2021 - Article 7.4.7 - 1 ^{er} alinéa : Transport – chargement – déchargement APMD DDPP-DREAL-UD38 2022-07-04 du 4 juillet 2022
Prescription contrôlée « Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement » Mise en conformité au 30 juin 2022 pour B3 et 30 avril 2023 pour B1.
Constats : La mise en conformité de B3 est terminée. Concernant B1 : - le HCl et la soude sont désormais déchargés en petits conteneurs (plus de camions), - les déchets de HF peuvent être transférés par une tuyauterie vers B3 pour y être empotés ; cette manipulation restant très longue à réaliser, il est prévu d'utiliser la nouvelle zone de chargement de B4 selon le même principe au plus tard en septembre 2023.
Avis de l'inspection des ICPE: conforme, APMD respecté sous réserve de l'empotage du HF via B3
Proposition de suites : aucune

Nom du point de contrôle n°2 : entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP DDPP-DREAL-UD38 2021-07-06 du 9 juillet 2021 - Article 7.5.2
Prescription contrôlée « Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. » Demande d'action corrective 2020 n°2 : l'exploitant doit veiller au suivi et à la traçabilité du suivi des non-conformités relevées dans les rapports de vérification. En particulier, les non-conformités relevées dans le rapport du 11/3/2020 relatif au sprinklage B3 doivent être levées sous 3 mois.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter en salle le dernier rapport de vérification du système de sprinklage de B3. Il précise que son assureur a réalisé une visite récente pour examiner cette installation.
Avis de l'inspection des ICPE: non conforme
Proposition de suites : demande d'action corrective <u>Demande d'action corrective 2023 n°1 :</u> transmettre le dernier rapport de vérification de l'installation de sprinklage du B3 ainsi que le rapport de l'assureur – délai 1 mois

Nom du point de contrôle n°3 : présence d'un plan d'opération interne

Référence réglementaire : 4 ^{ème} alinéa article 5 AM du 26 mai 2014
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
Constats : L'établissement d'un POI a été imposé à SOITEC depuis 2013. L'obligation figure dans les AP successifs pris depuis, dont le dernier en date du 9 juillet 2021 (article 7.5.6.2). Le dernier POI transmis à l'inspection est la version 10 du 2/12/2021 qui mentionne une mise à jour en novembre 2022. Il a été noté des différences entre la version transmise à l'inspection et la version utilisée par l'exploitant qui comporte cependant la même référence : nombre de fiches bâtiments et scénarios ED incohérents par exemple. L'exploitant dispose de 2 salles POI dans les bâtiments B3 et J dont les alimentations électriques sont différentes ; ces salles sont équipées de tableaux dédiés pour faciliter la prise d'informations de la cellule de crise ; la version numérique du POI reste accessible même si les serveurs SOITEC sont HS. Une version papier du POI est disponible dans chaque salle POI et en salle de supervision.
Avis de l'inspection : conforme
Proposition de suites : observation <u>Observation 2023 n°1</u> : l'exploitant doit veiller à référencer correctement les versions successives du POI dont la dernière version doit être systématiquement transmise à l'inspection, au préfet et au SDIS.

Nom du point de contrôle n°4 : test du plan d'opération interne

Référence réglementaire : article 69 AM du 4 octobre 2010 - test
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
Constats : Le POI est testé tous les ans (4 exercices sur 2 jours) au niveau des membres de la cellule de crise, afin que chaque membre passe au moins 1 fois tous les 2 ans. Un exercice complet est organisé tous les 3 ou 4 ans en fonction de la disponibilité du SDIS ; Le dernier exercice complet date de septembre 2019. L'exploitant se fait accompagner par la société ATRISC pour l'organisation et l'animation des exercices.
Avis de l'inspection : conforme
Proposition de suites : aucune

Nom du point de contrôle n°5 : formation

Référence réglementaire : 3 ^{ème} alinéa article 5 AM du 26 mai 2014
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les salariés et sous traitants participent à une cession d'accueil avec présentation des risques et des consignes de sécurité. Des exercices d'évacuation sont systématiquement organisés chaque année. Le site dispose d'un service de sécurité opérationnel piloté par une personne de chez SOITEC (M. Tranchant) et comprenant 10 personnes de la société FIDUCIAL, toutes sapeurs pompiers volontaires au SDIS 38 ou 73. Deux des 10 agents sont systématiquement présents sur le site 24h/24 ; le chef du service est présent en horaire de journée. Il existe un organigramme du service ou figure les noms et photos des personnes. Celles-ci sont soumises à : <ul style="list-style-type: none">- une formation initiale de 15 jours (connaissance du site, procédures) qui doit être validée par un test,- 20 heures de formation par an pour le maintien des acquis. L'inspection a constaté l'existence de la traçabilité de ces formations.
Avis de l'inspection : conforme
Proposition de suites : aucune

Nom du point de contrôle n°6 : contenu du POI

Référence réglementaire : annexe V AM du 26 mai 2014

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; (schéma d'alerte ch1)
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; sans objet
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; (fiches réflexes, fiches bâtiments, fiches ED, recensement des moyens)
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; (fiches bâtiments, système de badgage aux points de rassemblement permettant le comptage des personnes)
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; sans objet
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; (fiche réflexe incendie)
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; (fiches missions)
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

L'examen du POI montre qu'il contient les informations prévues aux points a) à g).

Pour les points i) et j), l'exploitant précise qu'une démarche est en cours avec le réseau de surveillance de la qualité de l'air ATMO RA.

La liste des produits de décomposition et des substances toxiques a été établie (vue en inspection) et transmise à ATMO qui doit faire des propositions en termes de :

- identification des zones de mesures,
- prestation pour la réalisation de mesures (délai minimum 4 heures à priori),
- proposition d'outils de prélèvement et formation à ces outils (pour la réalisation de prélèvement

par l'exploitant dans les premières heures).

L'inspection rappelle que les substances toxiques à prendre en compte sont les substances potentiellement émises en cas d'accident ou d'incident et susceptibles de générer des effets toxiques atteignant les seuils d'effets irréversibles en dehors des limites de propriété et atteignant des zones occupées par des tiers.

Avis de l'inspection : conforme

Proposition de suites : observation

Observation 2023 n°2 : le contenu du POI doit être mis à jour et complété sur les points i) et j) lors de sa prochaine mise à jour et au plus tard le 01/01/2026.

Nom du point de contrôle n°7 : contenu du POI

Référence réglementaire : 5^{ème} alinéa article 5 AM du 26 mai 2014

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constats : voir point de contrôle 6

Avis de l'inspection :

Proposition de suites :

Nom du point de contrôle n°8 : cohérence POI-EDD

Référence réglementaire : annexe V AM du 26 mai 2014 - Correspondance POI – EDD
Prescription contrôlée : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : On note des incohérences entre la liste des scénarios de la dernière étude de dangers (dossier B4) et la liste figurant dans le POI envoyé à l'inspection. Par ailleurs, 6 scénarios sont répertoriés dans le POI mais seules 3 fiches ED détaillées sont présentées. Dans la fiche produit, il est indiqué que le TCS n'est plus utilisé alors que le scénario TCS apparaît toujours dans la liste des scénarios. La liste de ces incohérences n'est pas forcément exhaustive.
Avis de l'inspection : non conforme
Proposition de suites : demande d'action corrective <u>Demande d'action corrective 2023 n°2</u> : mettre à jour le POI en cohérence avec l'étude de dangers du site (dernière version mise à jour : projet B4) – 3 mois

Nom du point de contrôle n°9 : disponibilités des intervenants

Référence réglementaire : article 5 AM du 26 mai 2014
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.
Constats : Deux agents de sécurité, pompiers volontaires sont présents sur site 24h/24. Ils assurent les premières missions de mise en sécurité des installations et des personnes en attente de l'arrivée des secours extérieurs. La cellule de crise doit être mobilisable en moins de 1 heure. L'exploitant s'interroge sur les moyens humains à mobiliser pour mettre en œuvre, le cas échéant, les premiers prélèvements.
Avis de l'inspection : conforme
Proposition de suites : aucune

Nom du point de contrôle n°10 : étude séisme

Référence réglementaire : article 12 AM du 4 octobre 2010 -
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une étude séisme permettant de : « - justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2 , et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ; « - présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ; « - présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13 , le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique. « Cette étude peut être réalisée à partir des guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement. »
Constats : L'exploitant a réalisé une étude en interne. Cette étude présentée dans les grandes lignes lors de l'inspection devait être transmise avant le 31/12/2022.
Avis de l'inspection : non conforme
Proposition de suites : demande d'action corrective <u>Demande d'action corrective 2023 n°3</u> : transmettre l'étude seisme sous 8 jours